

Arrêté n° 12 564 /MIMG/CAB

Portant attribution à la société EVASION 2000 d'une autorisation
d'exploitation de petite mine d'or dite « MASSOUKOU _1 » dans le
département de la Lékoumou.

Le Ministre d'Etat, ministre des industries minières et de la géologie,

Vu la Constitution ;

Vu la loi n° 003-91 du 23 avril 1991 sur la protection de l'Environnement ;

Vu la loi n° 4-2005 du 11 avril 2005 portant code minier ;

Vu la loi n° 24-2010 du 30 décembre 2010 fixant les taux et les règles de
perception des droits sur les titres miniers ;

Vu le décret n° 2007-274 du 21 mai 2007 fixant les conditions de prospection
de recherche et d'exploitation des substances minérales et celles d'exercice
de la surveillance administrative ;

Vu le décret n° 2008-338 du 22 septembre 2008 portant création et
organisation du bureau d'expertise, d'évaluation et de certification des
substances minérales précieuses ;

Vu le décret n° 2021-300 du 12 mai 2021, portant nomination du Premier
ministre, chef du gouvernement ;

Vu le décret n° 2021-328 du 6 juillet 2021 relatif aux attributions du Ministre des
industries minières et de la géologie ;

Vu le décret n° 2022-114 du 22 mars 2022 portant organisation du Ministère des
industries minières et de la géologie ;

Vu le décret n° 2022-116 du 22 mars 2022 portant attributions et organisation
de la direction générale des mines ;

Vu le décret n° 2022-1850 du 24 septembre 2022 portant nomination des
membres du Gouvernement ;

Vu l'arrêté n° 6531/MIMG/CAB du 26 mai 2023, portant attribution d'une
autorisation de prospection pour l'or dite « MASSOUKOU » ;

Vu la correspondance adressée par monsieur **Alain Michel CASTANOU**,
Directeur Général de la Société EVASION 2000, en date du 17 août 2023 ;

Sur proposition de la direction générale des mines

ARRETE :

Article premier : En application des articles 45 et 46 du code minier et des articles 59, 60, 61 et 63 du décret n°2007-274 du 21 mai 2007 sus-visé, il est attribué à la société EVASION 2000, domiciliée : 35, Avenue des Trois Martyrs Immeuble Bouka Mougali, Brazzaville, République du Congo, une autorisation d'exploitation de petite mine d'or dite « **MASSOUKOU_1** », pour une période de cinq (05) ans renouvelable, dans le district de Bambama, département de la Lékoumou.

Article 2 : Le site d'exploitation a une superficie de 124 km² et est défini par les limites géographiques suivantes :

Sommets	Longitudes	Latitudes
A	13° 13'40''E	2°35'43''S
B	13° 18'57''E	2°35'43''S
C	13° 18'57''E	2°42'29''S
D	13° 13'40''E	2°42'29''S

Article 3 : La Société EVASION 2000 est tenue de faire parvenir à la direction générale des mines, chaque fin de trimestre, les rapports d'activité et de production.

Article 4 : La Société EVASION 2000 doit présenter à la direction générale des mines, une étude d'impact environnemental et social portant sur l'activité de production et de traitement de l'or, avant l'entrée en production de ce site alluvionnaire.

Article 5 : La Société EVASION 2000 doit s'acquitter d'une redevance superficielle par km² et par an, conformément à l'article 09 de la loi n°24-2010 du 30 décembre 2010 sus-visée.

Article 6 : La Société EVASION 2000 doit élaborer, avant l'entrée en production de ce site, un cahier des charges avec les populations locales de la zone concernée par l'exploitation pour réaliser des projets de développement communautaire durable.

Article 7 : La Société EVASION 2000 doit tenir un registre-journal des quantités d'or extraites répertoriant le poids, l'origine des produits, les dates d'extraction et de vente des produits.

Ce journal sera régulièrement visé et paraphé par les agents de la direction de la petite mine et de l'artisanat minier, lors des inspections.

Il est valable cinq ans à partir de la date de signature et doit être détenu sur le lieu d'exercice de l'activité et de stockage des produits.

Article 8 : Les agents du Bureau d'Expertise, d'Evaluation et de Certification des Substances Minérales Précieuses procéderont à l'expertise et l'évaluation des colis d'or avant toute exportation.

Article 9 : La Société EVASION 2000 versera à l'Etat une redevance de 5% de la valeur marchande « carreau mine » pratiquée sur le marché, sur établissement d'un état de liquidation par la direction générale des mines.

Article 10 : Le titulaire d'une autorisation d'exploitation qui, au bout de douze mois, à compter de la date d'attribution, n'a pas commencé les opérations de développement, peut se voir retirer son titre par le ministre chargé des mines, sans droit à indemnisation conformément aux prescriptions du code minier.

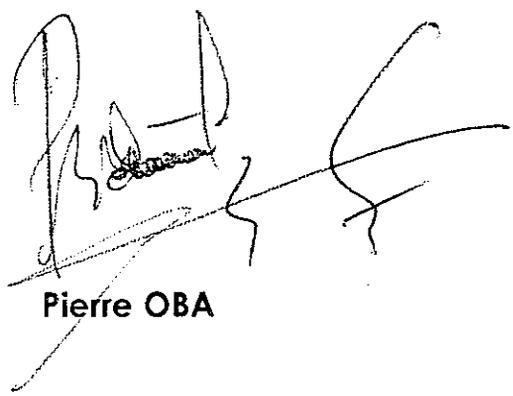
Article 11 : Dans le cadre de la surveillance administrative, les agents de la direction de la petite mine et de l'artisanat minier procéderont à un contrôle semestriel du site d'exploitation et ses dépendances.

La société est tenue d'associer aux travaux d'exploitation minière les agents de l'administration des mines.

Ils peuvent, à cet effet, exiger la communication du registre-journal, nécessaire à l'accomplissement de leur mission.

Article 12 : Le présent arrêté sera enregistré, publié au Journal officiel et communiqué partout où besoin sera.

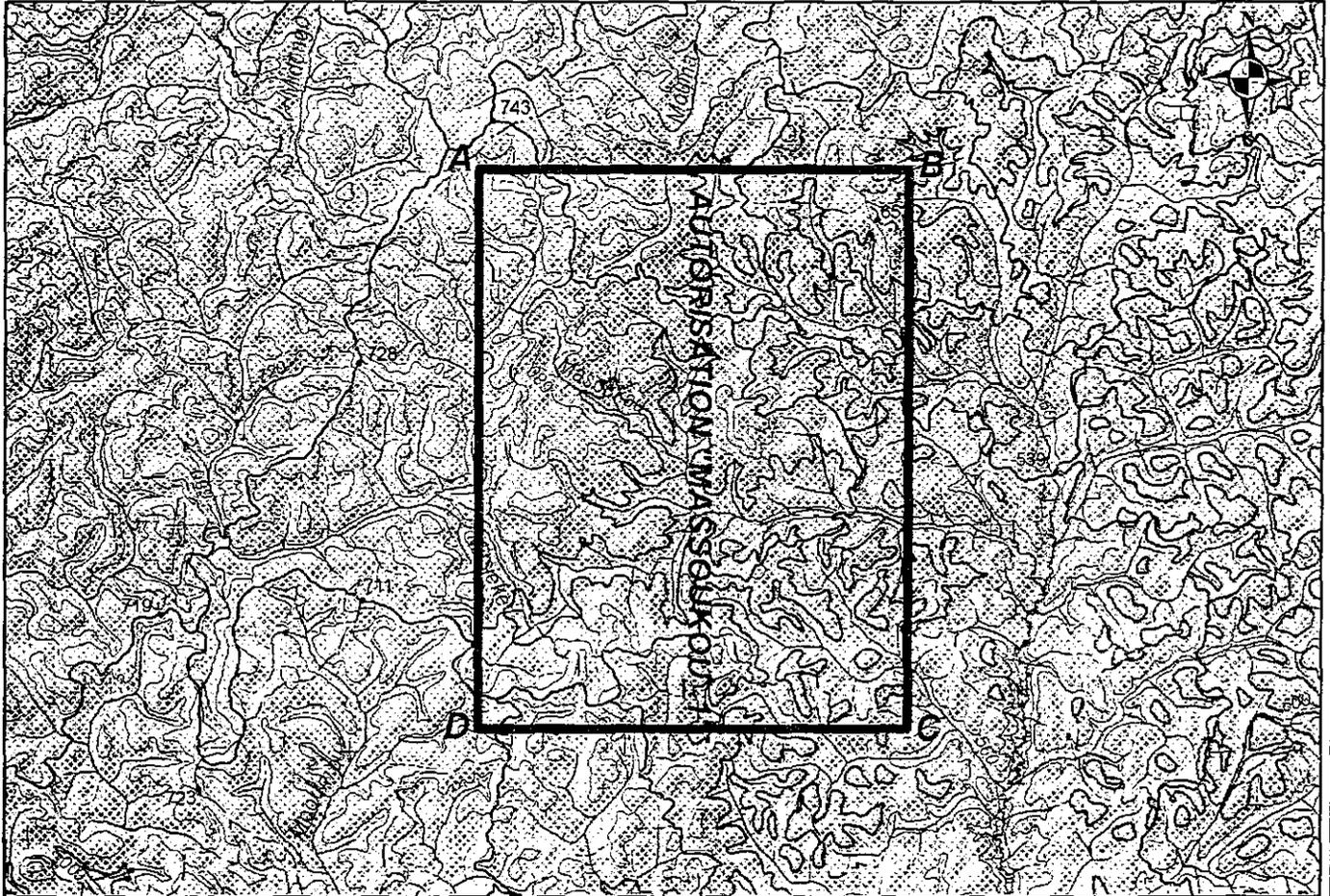
Fait à Brazzaville, le 9 octobre 2023



Pierre OBA

REPUBLIQUE DU CONGO

AUTORISATION D'EXPLOITATION DE TYPE PETITE MINE POUR L'OR DITE "MASSOUKOU_1"
DANS LE DISTRICT DE BAMBAMA ATTRIBUEE A LA SOCIETE EVASION 2000



Coordonnées géographiques

Sommets	Longitudes	Latitudes
A	13°13'40"E	02°35'43"S
B	13°18'57"E	02°35'43"S
C	13°18'57"E	02°42'29"S
D	13°13'40"E	02°42'29"S

Superficie : 124 Km²



Source: MIMG/DGCGM/Direction du cadastre Minier
projection: SCS/WGS84

République du Congo

